

Le Secours populaire a 70 ans, et ça se fête !

dimanche 28 juin 12h
château du Forezan
à Cognin

Pique-nique géant avec apéritif, buffet de crudités, barbecue, fromage, dessert et café. Participation demandée : 12 € (6 € pour les moins de 12 ans).

Il y aura une belle animation musicale avec **Chambé-chansons**, un défilé de mannequins, et des stands de jeux adultes et enfants.

Inscriptions avant le 20 juin. Tel au 06 08 58 39 31 ou par mail à contact@spf73.org

Savoie

CICE : le préfet répond au PCF, mais ne dit rien...

Le Medef peut dormir tranquille

La fédération de Savoie du PCF 73 s'était adressée au préfet Eric Jalon pour avoir connaissance de la répartition des aides publiques accordées aux entreprises savoyardes au titre du CICE (*le crédit d'impôt compétitivité emploi*). Sa réponse vaut son pesant d'opacité. On cite, pour le fun.

Eric Jalon écrit : «Je suis en mesure de vous indiquer que, pour le département de la Savoie, les entreprises ont bénéficié du CICE pour un montant total de 46,4 millions d'euros, à hauteur de 24,5 millions d'euros par imputation sur l'impôt dû, et de 21,8 millions d'euros par restitution.

Par ailleurs, les règles du secret professionnel ne me permettent pas la communication d'une liste nominative avec les montants des entreprises ayant bénéficié du CICE». On ne saura pas où va notre argent. Ce serait pourtant normal.

Notre Dame de Briançon

Une forte solidarité combative s'exprime envers les Graftech

Lancé par 3 militants PCF, rapidement relayé par d'autres, un texte a été largement diffusé. Il a immédiatement reçu un accueil significatif. Nous donnons ci-dessous ce texte et les premières signatures. On peut s'y associer en téléphonant au 06 80 51 58 96 (*Alain Dupenloup*), ou par mail à drochaix@orange.fr ou guy.kara@hotmail.fr

GrafTech ne doit pas fermer. Appel public. 1^{ères} signatures

Nous, soussignés, élus de toutes sensibilités, militants politiques, syndicaux ou associatifs de toutes opinions, habitants de Tarentaise ou d'ailleurs tout simplement soucieux de l'avenir de notre vallée, ne nous résignons pas à l'idée de voir fermer l'usine GrafTech de Notre-Dame-de-Briançon.

Cette usine n'appartient pas qu'à sa seule direction. En effet, le conseil général de la Savoie a octroyé, en son temps, 100 000 euros à l'usine pour l'aider à acheter les machines numériques ultra modernes aujourd'hui utilisées sur le site. Nous n'accepterions pas que ces machines numériques à l'achat desquelles nous avons contribué soient «déménagées» sans qu'ait été étudiée sérieusement la possibilité du rachat de l'usine par un repreneur industriel fiable. Nous demandons que du temps soit laissé à cette recherche et, dans le cas contraire, si le déménagement se faisait brutalement, appellerions la population de la vallée à s'y opposer pacifiquement, car ces machines appartiennent, pour partie, à notre département.

Abondance Frédéric (*bar Chez Fred*) - Arnaud-Prin Gérard (*ancien de GrafTech*) - Aznar-Molliex Noëlle (*conseillère régionale*) - Bazin Michel (*syndicaliste CGT hôpital*) - Belloni Louis (*ancien de GrafTech*) - Bernard Jean-Claude (*syndicaliste*) - Betry Michel (*associatif*) - Billat Sylvie - Boiteux Gérard (*militant politique*) - Brunod Aurore (*adjointe au maire La Léchère*) - Buisson Alain (*maire Notre-Dame-du-Pré*) - Burtin René (*Syndicaliste retraité*) - Christin Georges et Jeanne-Marie (*militants politiques*) - Collet-Beillon Michel (*ancien directeur de production de GrafTech*) - Colliard Dominique (*maire délégué Pussy*) - Colot Benoît (*président d'association*) - Coutin Ginette (*maire déléguée Doucy*) - Davy Alain et Françoise - Del Rio Christian (*citoyen*) - Dunand François (*maire Feissons-sur-Isère*) - Dupenloup Alain (*directeur du journal Les Allobroges*) - Elisei Marianne (*syndicaliste retraitée*) - Elisei Roland (*militant politique*) - Etiévent Michel (*écrivain*) - Floret Sylviane (*maire adjointe Myans*) - Gaide Stéphane (*élu municipal*) - Germanaz Sylvie (*adjointe au maire La Léchère*) - Gilbert-Collet Béatrice (*hôtesse de caisse St Jean-de-Maurienne*) - Gilbert-Collet Rodolphe (*EVS Lycée St Michel*) - Girny Francis - Giuliani Gérard (*ex-cadre de GrafTech*) - Goubelly Lucien (*associatif*) - Goubelly Nouara (*associatif*) - Granata Christel - Graziano Laurent (*élu municipal Albertville*) - Gsell Bernard (*élu municipal Moûtiers*) - Jorge Jean (*militant politique*) - Jorge Brigitte - Jugand Joëlle (*maire déléguée Petit-Cœur*) - Jugand Jacqueline (*associatif*) - Jugand Christian (*associatif*) - Karaguitcheff Guy (*associatif*) - Lamalle Stéphane (*CHSCT CGT Carbone Savoie*) - Latino Sandrine (*associatif*) - Lathuile André et Anne-Marie (*artisan*) - Laurent Maurice (*syndicaliste retraité*) - Lime Liliane - Maître Sylviane - Manquier Catherine (*agent technique*) - Martin Paul (*militant politique*) - Martinot Gabriel (*vice-président CCVA*) - Masson Annie - Messad Nouara (*associatif*) - Mézenguel Bruno (*ouvrier syndiqué*) - Morandini Henri (*syndicaliste*) - Morandini May (*citoyenne*) - Nantet Gérard (*responsable du laboratoire GrafTech jusqu'en 2008*) - Nivellet Philippe (*élu municipal Moûtiers*) - Pages Vincent (*militant politique jeunesse*) - Pernet Denis (*associatif*) - Pivier David (*syndicaliste élu municipal Monthion*) - Porrovecchio Philippe (*salarié Carbone Savoie*) - Rochaix Denis (*associatif*) - Rochaix Jean-François (*maire La Léchère*) - Rochaix Isabelle - Rochat Nicole (*associatif*) - Roumier Annie - Ruffier Jean-Marc (*syndicaliste GrafTech*) - Silvestre Jean-Louis - Thomas Joseph (*premier adjoint La Léchère*) - Verjus Philippe (*vice-président CCVA*).

Bimensuel départemental du PCF - N° 924 - mardi 16 juin 2015

Editorial

Notre peuple a besoin d'une issue de gauche à la crise politique

Toutes les mesures décidées par le gouvernement vont dans le même sens : hormis quelques effets d'annonce pour dire qu'on va s'occuper des miséreux, ces mesures constituent une aggravation de la politique d'austérité. Nicolas Sarkozy en reste bouche bée : il ne sait plus quelle critique apporter aux choix économiques de Manuel Valls. Si ce dernier n'aimait pas autant les voyages en avion, la droite ne saurait plus quoi lui reprocher (*notons d'ailleurs qu'elle n'en fait pas trop, ses ministres ayant copieusement abusé de ce moyen de transport*). Les salariés, les précaires et les chômeurs, les citoyens et les citoyennes de progrès ne s'y retrouvent plus : c'est une crise politique.

C'est dans ce cadre délétère que vont se dérouler les prochaines élections régionales. Les communistes veulent en faire un moment de popularisation des solutions alternatives aux politiques libérales, un moment d'intervention populaire. La résolution adoptée par le Conseil national du PCF est claire : «Nous voulons faire entrer dans le pouvoir régional les exigences populaires de solidarité et d'égalité, faire des élections régionales un moment du rassemblement de toutes celles et ceux qui veulent **des politiques de gauche alternatives à l'austérité**».

Si la présence d'élus communistes au sein des majorités régionales de gauche a permis des avancées en faveur des populations (*voir Rhône-Alpes*), la volonté du pouvoir et du Medef de faire des nouvelles régions élargies des espaces de mise en concurrence exacerbée appelle de nouvelles réponses. On ne peut pas faire comme si de rien n'était. C'est pourquoi les communistes ont engagé le dialogue avec les forces de gauche dans l'idée de combattre «les logiques de

Sommaire :

Editorial - Intervention d'Alain Bouvier aux Hurlières - Menaces sur l'emploi industriel en Tarentaise - La question du loup aux Villards - Venue d'Olivier Dartigolles en Tarentaise - Allos sports - Chambéry : un an de casse - Négationnisme à propos d'Ambroise Croizat - Pétition pour GrafTech.



compétitivité», dans l'idée de construire des majorités rejetant l'austérité. Cela exclut tout soutien franc ou honteux à ce que font François Hollande et Manuel Valls.

D'ailleurs, «de plus en plus de voix, socialistes comme du Front de gauche, d'EELV, de Nouvelle Donne, de la sphère sociale disent leur volonté d'en finir avec cette politique gouvernementale qui conduit tout droit à la montée de l'abstention, à la désespérance, et nourrit le vote FN et celui pour la droite la plus revancharde».

Les communistes appellent donc au rassemblement de tous ceux qui affirment cette volonté. Les élections régionales devraient le permettre. Elles pourront aussi relancer l'intervention citoyenne.

Sans faire preuve d'angélisme (*nous savons bien qu'il y a des différences dans le mouvement populaire, la question du Lyon Turin en est une, par exemple*), la responsabilité du PCF, comme celle du Front de gauche, est de favoriser «l'entrée en politique» de celles et ceux qui agissent contre la fermeture de la poste à Pralognan ou de la trésorerie de Bozel, pour un nouveau développement de l'hôpital de Moûtiers, et découvrent peut-être l'importance des services publics. Leur responsabilité est d'ouvrir les portes du rassemblement aux salariés de Carbone Savoie, de Cezus, de GrafTech, de Métaltemple et de toutes les usines en lutte, car c'est d'une telle mobilisation citoyenne que peut venir l'issue de gauche à la crise politique.

Alain Dupenloup

Chambéry

Les amitiés particulières de Michel Dantin

Le maire de Chambéry se veut républicain, c'est d'ailleurs le nouveau nom (*au pluriel*) du parti qu'il affectionne. Il évite donc de trop s'encanailler publiquement avec l'extrême droite. Ça ferait désordre.

Une centaine de fachos ayant organisé un match de foot au stade Mager, breloques «nationalistes» bien en vue, les authentiques républicains de Chambéry ont émis de légitimes protestations. Voulant y répondre au cours d'une interview à «tvnet citoyenne», la télévision Internet locale, Michel Dantin a donc affirmé que ni lui, ni ses adjoints, n'étaient au courant de l'initiative.

Ce n'est pas exact : son adjoint à la sécurité avait été informé de l'événement plus d'une semaine avant sa tenue par le mail d'un communiste scandalisé. Pauvre Dantin, piégé à l'insu de son plein gré...

Aux Hurtières, en Maurienne

L'intervention d'Alain Bouvier aux « chemins de la mémoire »

«Les chemins de la mémoire», organisés par l'USEP, permettent aux enfants des écoles de découvrir la Résistance au nazisme au travers de rencontres et de discussions. Le maire de St Georges, Alain Bouvier, y a fait une allocution remarquée. Nous en citons ci-dessous l'essentiel.

Notre camarade a, entre autre, déclaré aux présents : «Vous êtes, au niveau de cet ex-canton d'Aiguebelle, dans un des bastions de la Résistance, et plus particulièrement des Francs Tireurs et Partisans, une des composantes de la Résistance qui rassemblait avant tout des communistes dont le Parti avait été interdit dès 1939.

De très nombreux sabotages sont répertoriés, la voie ferrée France Italie, des pylônes électriques, des ponts sur la route

Elections régionales

On discute pour avancer dans l'intérêt des citoyens

En Savoie, le PCF, EELV, Ensemble, le PG et Nouvelle Donne se sont de nouveau rencontrés. L'idée d'un forum commun ouvert largement à la participation des citoyens a été actée. Selon nos informations, il devrait se tenir **le 26 juin à la Maison des Associations de Chambéry**.

Le thème retenu devra aborder les prérogatives de la Région (développement économique et touristique, aménagement du territoire, transports, éducation et formation professionnelle). Il devra prendre en compte tous les aspects de la politique régionale, environnementaux, sociaux et politiques. Il a été décidé d'axer la réflexion sur les inégalités, territoriales et sociales. D'autres rencontres devraient permettre de finaliser les choses, c'est le souhait des communistes.

nationale. Cela valut à notre territoire de multiples repréailles (...) Un des actes les plus dramatiques de la Résistance en Savoie a eu lieu à St Georges-d'Hurtières, au Plan du Bourg. Un homme nommé Catella avait réussi à se faire incorporer dans le réseau FTP de Chamoux et Aiguebelle. C'était un traître recruté par les nazis. Il dénonça ses camarades. Le 14 mars 1944, les Allemands attaquèrent en force le Plan du Bourg. Ils massacrèrent les 8 maquisards restés pour défendre le camp, un agriculteur voisin, et déportèrent plusieurs personnes connues pour aider la Résistance.

Je suis sûr que beaucoup, parmi vous, se demandent s'ils seraient aujourd'hui capables d'un engagement dans la Résistance». Et Alain Bouvier répond que, lorsque la misère est là et les libertés supprimées, il est évident que beaucoup s'engagent dans la Résistance et réfléchissent «à créer un monde nouveau, sans guerre, où la liberté, la justice et la fraternité sont au rendez-vous».

Il conclut en disant : «C'est ce qu'ont fait les Résistants lorsque, d'un commun accord de toutes leurs composantes, ils créèrent le Conseil national de la Résistance».

A propos de la Sécurité sociale

Une nouvelle sorte de négationnisme

C'est notre camarade et ami Michel Etiévent qui nous en a informés : il y a une tentative à la fois lamentable et honteuse d'occulter le nom d'Ambroise Croizat de la création de la sécurité sociale. Michel prévient que, si jamais le 70^e anniversaire de la sécu est fêté officiellement (c'est pas gagné...), il y a toutes les chances pour que les médias en attribuent la paternité à Pierre Laroque. C'est une sorte d'escroquerie.

Michel Etiévent écrit : «Ce qui est curieux, c'est que, lorsqu'on évoque une loi, on lui donne généralement le nom du ministre qui l'a promulguée, et non du fonctionnaire qui a participé à sa mise en place. Ainsi, on dit, par exemple, la loi Macron, la loi Juppé ou la loi Weil. Mais là, non, on vous dira la loi Laroque, alors qu'il n'était que le fonctionnaire d'Ambroise Croizat (directeur de la sécurité sociale). **On ne va évidemment pas donner à une institution enviée dans le monde entier, une institution que socialistes, patrons et droite s'évertuent à casser, le nom d'un ministre communiste».**

Et pourtant, précise l'historien, c'est bien Ambroise Croizat qui a créé la sécu. Il ajoute : «D'autres y verront une création du général De Gaulle. Mais voilà, il avait déjà démissionné lorsque Croizat, après avoir conçu les lois de création de la sécu, mit en place les 138 caisses avec la CGT et le peuple de France (malgré l'opposition violente de la droite, des médecins, des patrons, des notables mutualistes et de la CFTC !). De plus, Charles De Gaulle sera le premier à la casser en octobre 1967 par le biais des ordonnances Jeanneney qui suppriment les élections démocratiques des caisses, divisent la sécu en trois branches et établissent le paritarisme qui donne la gestion aux patrons».

Notre camarade refuse le nouveau négationnisme: «Je le répète,

Toujours à propos d'Ambroise Croizat,

José Fort dénonce l'intox et la manip'

Dans un court texte publié dans L'Humanité, José Fort dénonce le nouveau négationnisme dont parle Michel Etiévent. On cite.

José Fort écrit : «Il conviendrait de dire à l'actrice Michèle Laroque que la sécurité sociale n'est pas l'œuvre de son grand-père Pierre Laroque, fonctionnaire et commis en écriture chargé de la mise en forme de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant



Michel Etiévent en discussion avec un syndicaliste de GrafTech, Jean-Marc Ruffier, en vue d'un article dans l'Humanité

Pierre Laroque n'est que le commis d'écriture, le fonctionnaire qui mit en forme l'ordonnance portant création de la sécurité sociale. Cette ordonnance est une émanation directe du Conseil national de la Résistance, et de la réflexion collective menée sous la maîtrise d'œuvre d'Ambroise Croizat dès sa nomination comme président de la commission du Travail à l'Assemblée consultative (juin 1943) du Gouvernement provisoire à Alger. Rappelons enfin utilement qu'il n'y aurait jamais eu de sécurité sociale s'il n'y avait pas eu un rapport des forces permettant de l'imposer : 29 % des voix au PCF, 5 millions d'adhérents à la CGT, une classe ouvrière grandie par sa résistance héroïque, et un patronat sali par sa collaboration».

Michel Etiévent conclut : «Le meilleur hommage que nous pouvons rendre à celui que l'on baptisa **le ministre des travailleurs** est de nous battre sans cesse pour que la sécu ne soit pas une coquille vide livrée au privé, mais qu'elle reste un vrai lieu de solidarités, un rempart à l'exclusion».

création de la sécurité sociale, comme le rappelle inlassablement l'écrivain et journaliste Michel Etiévent.

Par la même occasion, et avant le mois d'octobre prochain, les faiseurs en détournement de l'histoire au gouvernement (sur la Résistance, par exemple) sont priés de revoir leur copie dans laquelle est exclu le véritable créateur et organisateur de notre protection sociale, **le ministre communiste Ambroise Croizat**.

Célébrer Laroque, c'est comme attribuer au directeur de cabinet de Simone Veil la loi sur l'IVG». Il est des vérités bonnes à dire et à entendre.

Les « No Tav » s'offrent une page dans le Dauphiné-Libéré

Rarement un rassemblement de moins de 300 personnes (à Chapareillan) n'aura bénéficié d'une telle promotion médiatique dans le DL : **un page complète** ! Les « No Tav » sont en promotion, après avoir censuré un communiste lors de leur raout des Glières. Ils peuvent bien ensuite regretter un « manque de débat » !

A Chapareillan, Daniel Ibanez a repris les mêmes contre-vérités qu'aux Glières : La ligne historique suffirait à assurer le report modal. Nous avons déjà expliqué en quoi c'était impossible. Mais il n'est pire sourd ...

LES ALLOBROGES SAVOYARDS

Bimensuel départemental du PCF
326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry
Directeur de la publication :
Alain Dupenloup
Commission paritaire 0220 P 11348
Tél. 04 79 62 04 13 - Fax : 04 79 62 17 51

Imprimé par nos soins

BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom :

Adresse :

<input type="checkbox"/> 22 euros	à renvoyer avec le règlement à :	<input type="checkbox"/> Abonnement
<input type="checkbox"/> Soutien à partir de 30 euros	Les Allobroges Savoyards, 326 avenue Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.	<input type="checkbox"/> Réabonnement
Date :		

Un an de casse...

Le 30 mars 2014 a commencé une nouvelle ère, de type glaciaire, à Chambéry. En effet, les actions de la municipalité sont un savant mélange de promesses électorales non réalisées et de décisions sorties du chapeau. Certains verront une version actualisée des années 1982-1988 de Pierre Dumas.

Acte 1 : les rythmes scolaires.

L'application de la loi sur les rythmes scolaires consacre une école à deux vitesses : celle des villes où les activités sont gratuites et riches de sens, et l'école de villes comme Chambéry où, après avoir fait de la garderie en touchant les aides de l'Etat, on fait payer les familles sous le prétexte de responsabilisation.

Acte 2 : hausse des impôts

Le conseil municipal chambérien est souvent un lieu d'injustices. La taxe d'habitation, un impôt qui mérite un bon toilettage, est en hausse. Et ce, de manière forfaitaire avec la suppression de l'abattement de 15 %, soit une augmentation de 87 % ! Une augmentation de 8 % a suivi quelques mois plus tard...

Acte 3 : Baisse des subventions

Michel Dantin, dans un entretien au Dauphiné libéré, déclare que son ambition pour Chambéry est d'en faire plus qu'une capitale administrative. Pourtant, le tissu associatif est constam-

ment mis à mal. En moyenne, les subventions ont été baissées de 20 %. Cela cache de grandes disparités. Certaines associations ont vu leur subvention simplement disparaître comme Aides, ou baisser de 83 % comme le Secours populaire. Le sport sort très affaibli : le SOC est en liquidation et le club des quartiers populaires, avec moins 75 % de subvention, (*et malgré un engagement du maire devant le procureur*), est en passe d'être lui aussi en liquidation. La culture est perdante également. La saison de Malraux commencera cette année en novembre ! Du coup, le personnel est au chômage technique. Les festivals chambériens sont en berne : cité d'été est supprimée ! Les retombées sur l'économie chambérienne ne sont pas négligeables : les restaurants et hôtels chambériens, déjà en mauvaise passe, vont en pâtir !

La réponse qui doit être apportée à cette mauvaise tragédie est politique. Les citoyens doivent prendre leur destin en main. L'association «*Chambéry cap à gauche*», issue des élections municipales de 2014, tente d'aider à s'organiser les habitants de notre ville. Des collectifs ont été créés, pour défendre une tour menacée de destruction, pour contester la modification du PLU de Chantemerle, à propos des rythmes scolaires, ou pour la survie des associations.

Plusieurs réunions d'acteurs du monde associatif ont eu lieu, à l'initiative d'Alain Ruiz, responsable du collectif associations de Cap à gauche. Réagir aux attaques de la municipalité est une évidence pour ce dernier. Ni le chacun pour soi, ni la crainte du «*pire encore*» ne sont de mise. Après la baisse des subventions, la tarification des salles et du matériel mis à disposition, il n'y a plus rien à perdre. Il faut rassembler pour riposter.

Florian Penaroyas

à Albertville. Il s'agirait d'une multisalle (5 salles et 700 fauteuils) dont le coût est d'environ 5 millions d'€ hors taxes.

L'investissement se justifie par un marché potentiel de plus de 200 000 spectateurs pour le bassin, par la vétusté de la salle du Dôme Gambetta et l'inadaptation des 2 salles du Dôme. Mais l'addition est lourde, suite aux 12 millions d'€ engagés dans la rénovation de la halle olympique avec une salle de 5 000 places.

Dans ce contexte, l'association envisage une modification de ses statuts afin d'adopter un cadre «*plus adapté au projet culturel qu'elle porte. Une forme d'organisation qui conjuguerait gestion désintéressée, implication des bénévoles, des salariés et des collectivités territoriales*». Il existe des formes de sociétés (Scop, Scic...) répondant à ces exigences, mais il faut être prudent car les intérêts financiers des groupes comme Pathé ou Gaumont ne sont jamais loin.

Dans le passé, il a d'ailleurs fallu tout l'engagement de l'association pour résister à l'attribution des cinémas d'Albertville à un privé. Vigilance, donc.

Tarentaise

Le Monopoly financier menace l'emploi et les industries de la vallée

A Notre-Dame-de-Briançon, l'usine Carbone Savoie va-t-elle être mise en vente ?

Le 10 juin, les syndicats CGT, FO, CFDT et CGC des deux sites français de Carbone Savoie (Notre-Dame-de-Briançon et Vénissieux) ont décidé de se constituer en intersyndicale «*pour élaborer une stratégie de défense face aux menaces qui pèsent sur les emplois du groupe*». Leur inquiétude est justifiée. Déjà, le troisième site, celui de Lannemezan, a été fermé, entraînant la suppression d'une soixantaine d'emplois.

Carbone Savoie est une filiale du géant minier Rio Tinto. Or le groupe chercherait un repreneur pour cette filiale spécialisée dans la fabrication des cathodes (*en carbone et en graphite*) utilisées dans les cuves d'électrolyse de l'aluminium. Selon nos informations, pour des raisons de stratégie financière, Rio Tinto «*souhaiterait ainsi alléger sa présence en France*». Et, comme ce groupe anglo-australien n'a jamais manifesté d'intérêt particulier pour le maintien de l'emploi, les syndicats se posent des questions.

Ils s'en posent d'autant plus que, selon des sources sérieuses, Rio Tinto aurait rejeté l'offre de reprise d'un des rares industriels intéressés par Carbone Savoie. Y a-t-il vraiment volonté de vendre, ou l'option fermeture de sites est-elle sur la table ?

Pointant l'insuffisance des investissements réalisés dans l'outil de travail, pire même, l'exigence patronale de 20 % d'économies supplémentaires, CGT, FO, CFDT et CGC de Carbone Savoie estiment qu'il faut agir dès maintenant, alerter sur ce qui pourrait se passer, et rassembler sur une exigence claire, **le maintien de tous les emplois, des sites de production et de recherche de Carbone Savoie.**

A Ugine, les difficultés d'Areva vont-elles impacter l'usine Cezus ?

Cezus est une filiale d'Areva qui, sur cinq sites français, «*intègre toutes les étapes de la métallurgie du zirconium*». Le zirconium est utilisé dans la construction des réacteurs nucléaires du fait de ses qualités particulières.

Ainsi, le site d'Ugine fabrique-t-il des alliages de zirconium à partir d'éponges livrées par l'usine de Jarrie. Il produit, in fine, du zirconium et du titane. Livré à Timet, le titane entrera dans la



Une vue de Carbone Savoie à Notre Dame de Briançon

fabrication de pièces nécessaires, par exemple, aux turbines de réacteurs d'avions (*le Rafale*). Il y a donc là toute une filière d'un haut niveau technologique qui ne devrait pas être en difficulté.

Ce sont les cinq milliards de pertes d'Areva qui suscitent une inquiétude légitime (*auxquels il faut ajouter un endettement de 6 milliards d'euros...*). On a quelques idées sur l'origine du trou : l'achat d'un gisement d'uranium pauvre en minerai (*ce sera rapidement un gouffre financier*) pour 3 milliards d'euros (*soit 70 fois le prix payé par l'acheteur précédent deux ans plus tôt !*) pèse lourd ! Deuxièmement, des stratégies financières suicidaires ont pris la place de la réponse aux besoins. Enfin, la construction nucléaire a connu d'importants dépassements des budgets prévisionnels à cause des malfaçons du bétonneur des EPR (*Bouygues*), malfaçons dues à la sous-traitance poussée à l'extrême, à la recherche continue de la productivité au détriment de la qualité du travail. Ni les salariés d'Areva, ni ceux de Cezus ne sont responsables d'un tel gâchis !

Quant à l'attitude du gouvernement français, elle n'est pas nette, c'est le moins qu'on puisse dire. Fin mai, le ministre de l'Économie n'avait accordé qu'une toute petite heure d'entretien aux représentants des salariés d'Areva, alors que les syndicats étaient porteurs de nombreuses propositions ! Or l'État (*actionnaire à 85% d'Areva !*) a une double responsabilité, comme actionnaire des principaux acteurs de l'énergie, et comme garant d'une maîtrise publique de la filière nucléaire. Certes, le gouvernement semble bien accepter «*une recapitalisation*» d'Areva, mais elle sera financée par des cessions d'actifs dans d'autres entreprises. Et surtout, elle n'interviendra qu'en bout de course, lorsque la vente à la découpe du groupe se sera soldée par 4 000 suppressions d'emplois en France.

On comprend donc que des salariés de Cezus s'interrogent. Des solutions existent, la maîtrise publique devant rester «*un préalable pour cette filière*». Les enjeux sont trop importants pour qu'on accepte que la loi des marchés s'y impose. Les propositions syndicales méritent d'être entendues.

Albertville - Ugine

Quelle structure pour un cinéma populaire et démocratisé ?

(Texte de Louis Bertrand)

Le cinéma est une activité culturelle de premier plan dans la région Albertville Ugine. Une fois de plus, l'assemblée générale des «*Amis du cinéma*» (*tenu le 9 juin devant une assistance fournie*) l'a démontré en révélant le nouveau sommet atteint avec 178 000 spectateurs pour la saison 2014 - 2015. Ce qui permet une économie de 64 464 euros sur le plafond autorisé de 113 800 euros par la DSP (*délégation de service public*) pour l'année 2014.

Au cours de la présentation des perspectives 2015, a été annoncé, parmi les priorités de la communauté de communes Coral, le projet de création d'un cinéma de nouvelle génération

La tombola du PCF, ça va jusqu'au 26 juin

La tombola du PCF suit son cours. Elle est un des moyens pour la fédération de financer son activité politique. Elle a donc son importance. Le tirage public aura lieu le 26 juin. Jusqu'à cette date, la direction du PCF 73 appelle tous les militants à un effort pour vendre les billets de tombola autour d'eux. C'est un geste profondément politique, nécessaire.



Carcasse en attente d'expertise au 1er Villard

St Alban des Villards

Il n'a pas mangé le Petit Chaperon Rouge. Mais...

Bien sûr, on ne saurait affirmer sans mentir que le loup ait vraiment mangé le Petit Chaperon Rouge. Pour autant, l'animal pose actuellement de sérieux problèmes. L'espèce se porte bien, et de l'aveu d'Eric Jalon, Préfet de la Savoie, comme de l'avis du Directeur Départemental des Territoires, elle n'est plus en voie d'extinction. Si la bête est sauvage, intelligente et insaisissable, plusieurs spécimens ont à l'évidence perdu la crainte qu'ils sont supposés avoir de l'Homme. A St Sorlin, en septembre, deux loups sont passés près de l'église, à peine dérangés par la présence des touristes ; à Avrieux, près de l'école ; au 1^{er} Villard de Saint-Alban, le 26 mai, à quelque 500 m des 1^{ères} maisons, avant qu'un troupeau ne soit attaqué dans le même secteur, par 3 fois, entre le 28 mai et le 1^{er} juin (et une 4^e fois le 6 juin). Les attaques ne sont pas toujours nocturnes, et les mesures de protection ne suffisent pas à les prévenir : Patous, clôture électrifiée, berger présent parfois...

Au niveau de la Préfecture, M. Jalon confirme devant les maires de St Alban et St Colomban des Villards, St Jean et St Sorlin

d'Arves, reçus en audience le 12 juin : « nous ne sommes pas dans le déni. La baisse de la pression de la prédation lupine sur ovins n'est pas suffisante. La détresse des éleveurs est réelle. Je sais que les indemnités financières n'y répondent pas, c'est la remise en cause de leur travail même qu'ils ne supportent pas et c'est infiniment respectable ».

Combien de loups, combien d'attaques, combien de bêtes tuées ? Tout n'est pas connu. Un éleveur des Arves dit : « j'ai eu une attaque de vautours sur deux petits veaux vivants. J'avais des témoins. J'ai déclaré l'attaque. On ne m'a pas cru. Quand le loup est venu tuer un veau, je n'ai plus déclaré... ».

Mais pourtant, dans les Abruzzes, loups et agneaux ne cohabitent-ils pas ? Pas si simple, semble-t-il, d'établir une comparaison. Tout-petits troupeaux, dont les brebis, élevées pour leur lait, sont rentrées chaque soir, gardées par des bergers, parfois roumains, parfois albanais, aux conditions de travail déplorables... Pas grand-chose à voir avec le pastoralisme français.

Alors, plutôt que de poursuivre un stérile débat « pro loups - anti loups », il convient de prendre en compte la réalité des attaques dans les Alpes françaises, le tort qu'elles font particulièrement aux petits éleveurs, qui n'ont pas les moyens de se payer le relais d'un berger. Il convient de mesurer combien ce problème de prédation reflète, bien plus profondément, le drame -et je pèse mes mots- de montagnes qui vont mal, où les paysages se ferment, où les prairies disparaissent, où l'emploi n'existe plus et où la chanson de Ferrat sonne encore juste : « ils quittent un à un le pays ». Il convient de comprendre l'inquiétude et la colère de ceux qui se demandent si, bien au-delà du problème « loup », leur village, leur commune, leurs terres, sont encore un avenir pour l'Homme (Ferrat encore : « personne ne peut plus simplement vivre ici »). Et saisir ce que représente, à ces endroits-là, l'installation de meutes, qui font que les vallées comptent plus de loups que d'enfants à l'école...

Quand cela sera compris, alors probablement sera comprise aussi la nécessité de réguler l'espèce, l'obligation de voir enfin réalisés chaque année les objectifs du plan-loup (36 en 2015), ce qui inévitablement oblige à analyser comment peuvent aboutir les tirs de prélèvement, sans exclure des opérations inscrites dans des battues au grand gibier, avec chasseurs agréés.

Que de nombreux amis montagnards prennent visiblement la problématique de la prédation comme, au mieux, du folklore, au pire un acharnement de chasseurs avinés hurlant à l'éradication, n'en finit pas de m'étonner. Vivons-nous dans la même Savoie ? Non, sans doute.

Jacqueline Dupenloup

A Albertville, ils ont gagné un maillot jaune

A la veille du départ du critérium, Bernard Thévenet a offert des maillots jaunes à François Cantamessa, président de Coral, et à Martine Berthet, maire d'Albertville, sous le regard béatement satisfait du conseiller départemental des « Républicains » Vincent Rolland. On est bien content pour eux. Mais seraient-ils d'accord pour défendre un budget des sports à la hauteur des besoins en combattant les politiques d'austérité ? Tout par un coup, on en vient à douter...

Tarentaise

La venue d'Olivier Dartigolles a marqué

La visite d'Olivier Dartigolles en Savoie était attendue, et elle a été unanimement appréciée. Le 3 mai, le porte-parole national du PCF a tenu une conférence de presse (dont le DL a rendu compte), rencontré des syndicalistes ouvriers (et tout particulièrement ceux de GraffTech) afin d'affiner des interventions des élus communistes en leur faveur, et animé une rencontre publique avec une bonne quarantaine de participants dans la salle des fêtes de Petit-Cœur. Une journée bien remplie, donc.

Lors du débat de Petit-Cœur, le responsable a abordé plusieurs questions importantes. Nous résumons ici ses propos.

Il nota tout d'abord un aspect très négatif de la politique gouvernementale : quand le Medef obtient des avantages, il n'y a jamais de « contreparties » pour les salariés. C'est une constante que les « frondeurs » du PS dénoncent. Ce qui a amené Olivier Dartigolles à relativiser la victoire de Jean-Christophe Cambadélis lors du dernier congrès du PS : il n'est élu que par le noyau dur du PS. Il recueille environ 40 000 voix, ce qu'il faut mettre en parallèle avec l'existence très souvent docile de 38 000 élus socialistes.

Notant que des économistes ultralibéraux estiment que les pires pratiques de la finance sont reparties de plus belle, le responsable du PCF a estimé que les bulles spéculatives qui en résultent provoqueront tôt ou tard des crises pires que celle de 2008. Les conséquences de cette recherche du fric à tout prix sont dures pour le peuple : le chômage atteint des records historiques, 86 % des contrats signés sont des CDD et la flexibilité devient la règle (24 000 ruptures conventionnelles de contrats pour le seul mois d'avril).

Pour Olivier Dartigolles, « les citoyens voient bien que la politique gouvernementale est en échec », mais ils se demandent s'il est possible de faire autrement. Cela ouvre la question de l'alternative. Il faut faire autrement. Ou bien c'est la finance, ou bien ce sont nos vies.

Le premier recul du gouvernement face au patronat a été le refus d'amnistier les syndicalistes. Nicolas Sarkozy l'a bien compris et ne s'attaque pas à la ligne économique de François Hollande : il s'en tient au sociétal. Et les élus socialistes nationaux qui soutiennent les choix politiques du président de la République portent une lourde responsabilité. Une partie de l'électorat socialiste est par contre choquée par ce qui se passe.

Face à cette situation, il faut que le Front de gauche retrouve de la force, en faisant attention au risque de marginalisation. C'est pourquoi nous portons l'idée d'un rassemblement progressiste ouvert contre l'austérité pour les futures élections régionales. Ni majorité de gauche austéritaire, ni retour de la droite.



Allos Sports

Rugby : Le SO Chambéry vient d'accomplir une saison exceptionnelle. Il rate la montée en Pro D2 d'un point, face à Aix en Provence, un club dont le budget était trois fois supérieur à celui des Savoyards. Il reste les 12 victoires consécutives à domicile et une place en demi-finale due notamment à la qualité d'un jeu offensif qui a souvent enchanté les spectateurs. Notons enfin qu'Aix en Provence est devenu champion de France de Fédérale 1.

Les juniors Bélascaïns ont marché dans le sillon de leurs aînés en parvenant en finale, perdue face à Grenade sur Garonne. Nourris de l'exemple toulousain tout proche les jeunes haut-garonnais n'ont pas permis aux Savoyards d'être, après les seniors, en 2013, à leur tour champions de France.

Handball : Le rideau est tombé sur la saison 2014-2015 avec une belle victoire des Chambériens sur Toulouse. Mais le Chambéry SH qui a laissé échapper une victoire à sa portée à Nîmes (il a été trop magnanime devant la Tour Magne à Nîmes) termine au pied du podium. Cette 4^e place doit lui donner accès à une compétition européenne (Coupe EHF).

Bertrand Gille, après 19 ans passés au plus haut niveau (champion olympique, du monde, d'Europe, d'Allemagne et de France), tire sa révérence et laisse le plus jeune des Gille, Benjamin le bien nommé, poursuivre la saga familiale. On se souviendra que Bertrand Gille s'est vu aussi décerner le titre de meilleur joueur du monde. Bravo, champion !

Cyclisme : Le Critérium du Dauphiné, « préface » du Tour de France, a commencé son périple en Savoie, notamment par une étape Ugine-Albertville avec un circuit final de six tours. Le Britannique Kennaugh sut habilement tirer son épingle du jeu pour s'adjuger d'un souffle la victoire. L'équipe chambérienne AG2R s'est distinguée avec une belle 2^e place pour Samuel Dumoulin lors de la 2^e étape et surtout avec Romain Bardet brillant vainqueur à Pra-Loup. Bardet, victime d'une chute dans le Vercors, a montré sa bonne condition à trois semaines du Tour.

Gérard Simon